

AKTUELL

MIGRATION

Non-working class

Frédéric Braun

Le Luxembourg doit bouger sur la question de l'accès au marché du travail pour les demandeurs et bénéficiaires d'asile, insiste le « Flüchtlingsrot ».

Nous ignorons tout de la vie de migrant, de demandeur d'asile, de réfugié. Pour les uns, c'est l'occasion de se refaire une vie, pour les autres, ce sont des mois, parfois des années d'attente, de dépendance, d'isolement, de sentiment de gêne, souvent de dépersonnalisation. Dans ces conditions, trouver du travail est comme un retour à la vie, à l'autonomie, à l'anonymat au sein de la masse salariale, à la dignité aussi. Même si, pour les demandeurs de protection internationale, beaucoup continuent à vivre sous la menace d'une reconduction prochaine.

Globalement toutefois, le travail constitue « un puissant facteur d'intégration sociale », comme le souligne le Flüchtlingsrot (LFR) à l'occasion de son bilan annuel. Travailler confère une « identité sociale et une appartenance ».

Mais la réalité est que sur les 1.152 personnes qui se sont vu attribuer le statut de protection internationale et les 54 autres bénéficiant de la protection subsidiaire, 26 sont employées, ou du moins ont reçu une autorisation d'occupation temporaire (AOT). Sauf que de ces 26, seuls 11 sont des renouvellements...

Qu'est-ce qui ne va pas ? Pour le LFR, il y a deux éléments qui expliquent pourquoi au Luxembourg si peu de migrants travaillent : l'absence de préparation au marché de l'emploi et « la réelle difficulté, voire l'impossibilité » d'obtenir une autorisation de travail temporaire - et ce alors que le marché de l'emploi est en bonne santé, comme ne manque pas de relever le collectif.

Pour donner une idée des conséquences négatives de l'inactivité des demandeurs (DPI) ou bénéficiaires de la protection internationale (BPI), le Flüchtlingsrot a rassemblé certains exemples, parmi lesquels le sentiment d'incompétence, la perte de l'expérience acquise dans le pays d'origine, le stress, le désœuvrement, la dévalorisation, la dépression. Et découlant de cette situation, toute une économie souterraine (travail au noir), délinquance (vente de stupéfiants) ou traite (prostitution). Voilà pour ce qui est de la situation de

beaucoup de gens pendant la procédure. En cas d'octroi du statut de réfugié, beaucoup sont dans une inadaptation au marché du travail, s'ils n'ont pas déjà perdu toute motivation. Inutile de préciser qu'ils sont dans un grand plus besoin d'être assistés et d'avoir recours au Revis pour subsister et que souvent, et en dépit de leur présence assez longue au pays, on constate une méconnaissance du marché du travail.

Inversement, l'intégration professionnelle permet d'avoir une perspective et de ne pas vivre dans « l'angoisse permanente liée à l'incertitude administrative ». Elle permet aussi de maintenir ses compétences à niveau, et en cas d'octroi du statut de réfugié, de quitter le foyer (ou la moitié restent bloqués, en raison de la pénurie de logements abordables que nous partageons tous), de gagner sa vie et de se sentir utile.

Le SHUK indigne

Pour faciliter l'accès au marché du travail pour les DPI ou BPI, le LFR exige donc de mettre en place un diagnostic individualisé avec des séances d'information et des ateliers, un cadre légal et de favoriser l'accès à la formation professionnelle des DPI. Le LFR exige aussi une réforme de la procédure AOT, la suppression de la préférence communautaire, la mise en place d'un point de contact qui soutient les patrons qui voudront introduire une AOT et l'octroi de plus grandes garanties aux employeurs qui engagent des DPI dans le cadre d'un apprentissage.

Lors d'une conférence de presse du LFR, place de Clairefontaine, jeudi, il aura également été question de la structure d'hébergement d'urgence au Kirchberg (SHUK), dont le collectif dénonce l'aspect dissuasif et contraire à l'accueil, en exigeant « l'égalité de traitement entre tous les DPI ». Cette structure, qui accueille des personnes potentiellement « transférables », exposerait ses locataires à une promiscuité indigne d'un pays riche comme le Luxembourg. Enfin, le LFR a insisté sur la mise en place rapide d'un « dispositif d'accompagnement au retour personnalisé », rappelant que le 20 mai dernier, un migrant érythréen débouté au Luxembourg est mort percuté par une voiture, alors qu'il sautait d'un camion roulant de Calais vers Dunkerque.

SHORT NEWS

Diesel-Nachrüstung? Selber zahlen!

(lm) - Ein Auto mit Dieselantrieb mit einem zusätzlichen Katalysator auszustatten, um weniger Stickoxid auszustößen, kann ökologisch sinnvoll sein, halten die grünen Minister François Bausch und Claude Turmes in ihrer Antwort auf eine Question parlementaire fest. Prämien gibt es aber nur beim Kauf von neuen Autos mit Elektro- oder Hybridantrieb. Der ADR-Abgeordnete Fernand Kartheiser hatte nach Möglichkeiten gefragt, Diesel-Autos nachzurüsten. Und wollte wissen, ob die Regierung eine Unterstützung vorsehe, mit den Autohändler*innen verhandle, oder gar die betrügerischen Autokonzerne zu einer Gratis-Umrüstung zwingen wolle. Anders als nach Bekanntwerden des Diesel-Skandals in Aussicht gestellt, scheint die Regierung sich nicht mit der Autobranche anlegen zu wollen. In ihrer Antwort erklären die Minister nur, dass sich Euro5-Modelle am ehesten für eine Nachrüstung eignen und die Zulassung des Wagens daraufhin erneuert werden müsse. Wer sich, angesichts der Umweltprobleme oder der Fahrverbote, dafür entscheidet, wird hierbei aber nicht unterstützt. Dabei ist gerade für Besitzer*innen der relativ neuen Euro5-Modelle die von der Regierung geförderte Alternative - also Neukauf eines Elektro- oder Hybridautos - so unsinnig wie unökologisch.

Devoir de diligence : une groupe de travail

(lc) - La société israélienne NSO - spécialisée dans les logiciels d'espionnage - qui entretient une filiale au Kirchberg aurait aussi fourni le programme utilisé par les services secrets saoudiens à traquer le journaliste Jamal Kashoggi, tué en octobre dernier dans l'ambassade saoudienne en Turquie. Depuis que ces faits ont fait la ronde, le député Déi Lénk David Wagner n'en démord pas de questions parlementaires aux ministres de l'Économie et des Affaires étrangères. Une troisième question vient donc d'être traitée par leurs services et aussi bien Étienne Schneider que Jean Asselborn campent essentiellement sur leurs positions. Dans le cas de NSO, ils ne reconnaissent aucune responsabilité, la société tombant sous la législation de son pays d'origine et ne voient aucune opportunité de poursuites judiciaires « sur base de simples allégations formulées dans la presse ». Par contre, les ministres socialistes indiquent qu'au sein du Comité interministériel des droits de l'homme, ils ont mis en place un groupe de travail « Entreprises et droits de l'homme » afin de surveiller la mise en place du Plan d'action national qui veiller à ce que les Principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme soient respectés.

online

Klima, calendrier législatif, Kleinlaster

En plus de notre édition hebdomadaire sur papier, nous publions chaque jour des articles sur woxx.lu. Par exemple :

Zusätzlich zur wöchentlichen Printausgabe veröffentlichen wir täglich Artikel auf woxx.lu. Zum Beispiel:

Internationaler Friday for Future in Aachen Warum diese Stadt ausgewählt wurde und wie man mit „Youth for Climate Luxembourg“ dorthin kommt. woxx.eu/pkhz

Travail pour réfugié-e-s : Pas d'empressement L'accord de coalition l'avait promis, mais... Faciliter l'obtention d'autorisations d'occupation temporaire (AOT) pour réfugié-e-s n'est pas à l'ordre du jour. woxx.eu/yeli

Gleichstellung aus dem Kleinlaster?! Das Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes (MEGA) stellt neue pädagogische Projekte und eine Umfrage zum Thema vor. woxx.eu/ahy3

Fahrrad-Flashmob gegen Bußgelder Trotz provisorischer Lösung soll Strassen Anfang nächster Woche friedlich-freundlichen Besuch von Fahrradaktivist*innen bekommen. woxx.eu/8nww